

# SYRIE : TÉMOIGNAGES DE CRISE

## REGARD DU MOIS SUR LA CRISE DES DROITS HUMAINS EN SYRIE



### « VERS LA VIE SUR LE BATEAU DE LA MORT »

Ahmed\*, un réfugié palestinien de Syrie, a fui la persécution pour chercher la sécurité en Europe

#### La vie dans la ruche

« Dans les mois précédant mon départ de Syrie en 2013, des affrontements entre les forces gouvernementales et les groupes armés ont fait de mon quartier, Yarmouk, à Damas, une véritable ruche. L'agitation était à son comble. Yarmouk est devenu un refuge pour les personnes fuyant les autres quartiers. J'ai travaillé dans l'aide humanitaire et en tant que militant des médias, mais les hommes masqués travaillant pour le gouvernement n'ont pas fait la distinction entre les travailleurs humanitaires et les combattants de l'opposition armée. Je suis parti dans la

clandestinité lorsque de plus en plus de mes amis ont été arrêtés.

#### La fuite

« J'ai décidé qu'il était temps de m'enfuir. Mais où pouvais-je aller ? Les réfugiés palestiniens de Syrie doivent avoir un visa. J'ai d'abord pensé que le Liban serait l'option la moins difficile, mais j'ai entendu que les réfugiés palestiniens au Liban font l'objet de discriminations et sont privés de nombre de leurs droits.

Un vaisseau de la marine italienne effectuant des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, août 2014. © Amnesty International

« Finalement, après avoir consulté des amis, j'ai décidé de me rendre en Égypte. Avec l'aide d'un ami, j'ai été accepté dans une université en Égypte. Je suis parti quelques jours plus tard et, pendant la totalité de mon trajet vers l'aéroport de Damas, j'ai eu peur d'être arrêté.

« À l'aéroport, un agent m'a demandé mes papiers. J'ai essayé de paraître confiant. Les quelques minutes qu'il lui a fallu pour vérifier mes papiers ont paru des années. J'ai eu peur jusqu'à ce que l'avion décolle enfin.

### L'Égypte après le soulèvement

« Quand je suis arrivé en Égypte, j'ai commencé à me sentir mieux. Le pays avait traversé une insurrection un an plus tôt, et je me suis senti entouré de militants qui avaient réussi à renverser une dictature symbolisant l'oppression dans le monde arabe. Mon esprit était rempli d'images d'optimisme et d'espoir : « Ici, je peux parler comme je veux, je peux me déplacer comme je veux, je peux dire non à l'injustice ». Mais mes rêves se sont rapidement évaporés quand j'ai été confronté à la nouvelle réalité en Égypte.

« Dès mon premier jour à l'université, j'ai demandé certains documents afin de légaliser mon statut en Égypte et d'obtenir la possibilité d'y résider. J'ai obtenu les documents quelques jours plus tard, et je suis allé au bureau de l'immigration égyptienne du Caire pour obtenir mon permis de séjour. Six fonctionnaires ont examiné mes papiers, je suis allé demander à l'agent en charge pourquoi le processus était si long. Il m'a jeté un regard désagréable et m'a demandé mon passeport. Je lui ai dit que je n'avais pas de passeport, mais un simple document d'identité parce que j'étais un réfugié palestinien. Il a ri et s'est exclamé : « Un Palestinien de Syrie ! Et vous voulez un permis de séjour ! » Il a jeté mes documents par terre et m'a dit de revenir dans un mois ou deux. Ce processus s'est répété tout au long de mon séjour en Égypte.

### Une boule de feu

« Les autorités égyptiennes nous ont traités différemment des réfugiés syriens. Les agences des Nations unies s'occupant des réfugiés et des réfugiés palestiniens spécifiquement en Égypte, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne pouvaient pas nous aider. On nous passait d'une ONG à l'autre. Être un réfugié palestinien de Syrie était

comme être boule de feu dont tout le monde voulait se débarrasser.

« Bien que vivant dans de mauvaises conditions en Égypte, j'y ai ressenti une certaine marge de liberté. J'ai commencé à m'intéresser aux problèmes que rencontraient les réfugiés palestiniens de Syrie en Égypte, et j'ai pris contact avec différentes personnes et organisations pour en savoir plus. Les réfugiés palestiniens de Syrie ont commencé à être emprisonnés, d'autres n'avaient aucun moyen de subvenir à leurs besoins et sont devenus des sans-abri, et les voyages mortels en bateau vers l'Europe ont commencé.

« La marge de liberté s'est encore étreécie après l'éviction de Mohamed Morsi, l'ancien président, le 3 juillet 2013. J'ai été contacté par un fonctionnaire que j'avais critiqué, et j'ai commencé à craindre pour ma sécurité. La situation est devenue de plus en plus tendue, avec un couvre-feu dans tout le pays et la police partout. J'avais peur que le fonctionnaire puisse profiter de ma situation, et j'ai compris que je devais quitter l'Égypte.

« Après plusieurs tentatives, j'ai obtenu un visa pour la Turquie. J'ai eu l'impression, lors de mon départ, que l'Égypte commençait à s'embraser. Et avec cet embrasement disparaissaient tous les militants des droits humains. L'ambassade de Turquie était pleine de militants pacifiques ayant l'espoir de fuir.



Un navire de la marine italienne a sauvé 1 004 migrants et réfugiés le 14 août 2014. © Amnesty International

« Je me sentais en sécurité en Turquie, mais il était difficile d'obtenir un permis de séjour. Il semblait que chaque porte était fermée pour moi. Mon document de voyage était en passe d'expirer, et le consulat syrien refusait de le renouveler.

## Seule la mer m'a accueilli.

« Après que chaque pays eut fermé ses portes aux Syriens palestiniens, la mer était notre unique option. J'ai donc décidé de m'embarquer sur l'un des bateaux de la mort. Je n'avais plus rien à perdre à l'exception de ma vie. La première tentative a échoué ; le groupe de personnes dont je faisais partie a été victime du passeur. Le bateau était trop petit, et le capitaine et les passeurs étaient armés. Nous avons donc refusé de monter à bord du bateau, mais ils ont gardé notre argent.

« J'ai fait une autre tentative pour quitter la Turquie environ un mois plus tard. Ils nous ont enfermés dans un camion verrouillé pendant environ sept heures. Nous étions debout, il n'y avait pas de place pour bouger ou se reposer. Après le coucher du soleil, nous sommes arrivés à un chemin de terre. Ce chemin était long et cahoteux. Nous avons fini par descendre dans un endroit entouré de quelques arbres. Le passeur nous a dit que nous devons attendre ici pendant quelques heures, mais ces quelques heures sont devenues plusieurs jours. En deux jours, nous avons consommé l'essentiel de nos forces et de notre nourriture.

« Nous avons changé d'endroit, au milieu de la nuit. Un petit bateau nous attendait. Fatigués et craignant de revenir sans le savoir, nous avons tout de même embarqué. Nous étions environ 140 personnes sur un bateau d'environ 14 m de long. Là non plus, pas de place pour se déplacer ou s'allonger, et pas de toilettes. Le voyage a duré six jours et je ne sais plus comment ils sont passés. Dès la quatrième nuit, nous avons plus d'eau potable. Je n'avais rien mangé et je me sentais très faible.

## La fin du voyage

« Nous avons débarqué sur une plage en Italie. Nous avons le « mal de terre », avec l'impression que le sol tanguait sous nos pieds. Nous nous sommes déplacés rapidement, de peur d'être arrêtés, mais la police italienne nous a rattrapés.



Des réfugiés et des migrants, récupérés en Méditerranée par un navire de la marine italienne, se préparent à débarquer en Sicile, août 2014.  
© Amnesty International

Nous avons été arrêtés et la police a insisté pour prendre nos empreintes digitales pour noter que notre premier port d'arrivée était l'Italie, et afin d'enregistrer nos demandes d'asile. Ceux qui ne voulaient pas ont subi de fortes pressions, et certains d'entre nous ont été frappés.

« Nous avons passé trois ou quatre jours en détention en Italie puis le cauchemar s'est terminé. J'ai été capable de communiquer avec un certain nombre d'amis, de journalistes et de militants des droits humains. Nos familles ont pu nous rejoindre. Les temps sont encore difficiles mais finalement, je vois le bout du tunnel ».

Pourtant, les Palestiniens de Syrie continuent de subir l'injustice. La Turquie expulse régulièrement les Palestiniens sans visa, en violation de sa propre législation, la Jordanie, le Liban et l'Irak ont globalement fermé leurs frontières aux réfugiés palestiniens de Syrie et l'Égypte leur refuse toute résidence. Les camps de réfugiés palestiniens en Syrie sont encore susceptibles d'être bombardés. Le siège de Yarmouk par les autorités syriennes se poursuit, et les jeunes et les personnes actives sont ciblés par les parties au conflit.

\* Le nom a été changé

# CAS - RAZAN ZAITOUNEH ET SES COLLEGUES

« Nous appelons tout le monde à nous aider à découvrir leur situation et à les libérer de leur sombre prison. »

L'avocate des droits humains Razan Zaitouneh, son mari et deux de ses collègues ont disparu depuis leur enlèvement par des hommes armés non identifiés en décembre 2013.

Razan Zaitouneh défendait des prisonniers politiques en Syrie depuis 2001. Elle a également travaillé avec le Comité de soutien aux familles des prisonniers politiques en Syrie et contribué à la création de plusieurs organisations visant à recenser les violations des droits humains, y compris le Centre de documentation des violations (VDC).

Peu de temps après le début de la crise en Syrie en 2011, Razan et son mari, le militant pacifique Wael Hamada, ont été contraints à la clandestinité par crainte d'être arrêtés par les autorités syriennes du fait des activités de Razan. Malgré leurs précautions, Wael Hamada a été appréhendé par des membres du Renseignement des forces aériennes syriennes en mai 2011.

Après la libération de Wael Hamada en août 2011, lui et Razan Zaitouneh ont déménagé en Ghouta orientale, une zone près de Damas sous le contrôle de groupes armés d'opposition. Ils ont continué à recenser les violations des droits humains. Là, Razan Zaitouneh a cofondé le Bureau de soutien au développement local et aux projets de petite envergure, afin d'aider les organisations de la société civile dans la région.

Razan Zaitouneh a commencé à recevoir des menaces des groupes armés de la Ghouta orientale. Dans la soirée du 9 décembre 2013, un groupe d'hommes armés a fait irruption dans les locaux du VDC à Douma, et ont enlevé Razan Zaitouneh, Wael Hamada, ainsi que leurs collègues Samira Khalil, militante pacifique, et Nazem Hamadi, avocat. Depuis la nuit de leur enlèvement, on ignore tout de leur situation ou de l'endroit où ces personnes se trouvent.

Reem Zaitouneh, la sœur de Razan, a déclaré à Amnesty International :

« Razan représente la justice et l'a exigée bien avant la révolution. Elle a fait le choix risqué de rester dans son pays natal, de vivre dans des conditions difficiles et de se cacher dans la peur constante d'être arrêtée. Quand elle a déménagé

pour vivre dans l'une des « zones libérées », elle a contribué à la mise en place de projets et services pacifiques et aidé les gens à répondre aux dures conditions résultant du siège imposé par les autorités syriennes en Ghouta orientale. Elle ne voulait pas abandonner le peuple de Douma. Elle a recensé les exactions de toutes les parties au conflit, et rédigé des rapports de terrain dans des conditions difficiles et stressantes. Bien qu'elle ait eu de nombreuses possibilités de quitter le pays, Razan a choisi de rester et de s'élever contre l'injustice et l'oppression.

« Nous ne savons pas où elle est détenue, avec son mari et ses collègues qui ont partagé son combat ; aucune de nos demandes n'a abouti. Nous appelons tout le monde, dans le pays comme à l'étranger, à nous aider à découvrir quelle est leur situation et à les faire libérer de leur sombre prison. »

Amnesty International estime que Razan Zaitouneh et ses collègues ont été enlevés et arbitrairement privés de leur liberté en représailles de leurs activités légitimes de défense des droits humains. Un tel comportement est interdit par le droit humanitaire international et contraire aux normes internationales des droits humains. Nous réitérons notre appel aux groupes armés contrôlant la région et les gouvernements qui les soutiennent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la libération de Razan Zaitouneh, Wael Hamada, Samira Khalil et Nazem Hamadi.



© DR

CAMPAGNE

Pour participer à une action Twitter le 9 décembre et demander la libération de ces personnes, consultez le site <http://free-syrian-voices.org/take-action/>

Pour en savoir plus sur ce cas, consulter le site : <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE24/021/2014/en>

PLUS D'INFOS

